

8 LA QUESTION

Jeunesse rurale

L'ÉNERGIE en ACTIONS

2 LE PORTRAIT

Brigitte Boivin-Dreyfus
Médecin de campagne
depuis 1971

18 TERRITOIRES

Sarthe
En immersion dans
une pouponnière Marpa

24 L'ÉVÉNEMENT

Salon de l'agriculture
Au cœur de la plus
grande ferme de France

“ Lors de la remise de l’insigne de l’ordre national du Mérite en 2023, j’ai annoncé à tout le monde que je venais de commander 5 000 ordonnances et qu’ils allaient encore pouvoir compter sur moi pour un moment. Ils étaient tous contents. ”



Brigitte Boivin-Dreyfus

MÉDECIN DE CAMPAGNE DEPUIS 1971

La praticienne généraliste de 82 ans est loin de prendre sa retraite.

Si elle a réduit la voilure des consultations, elle continue de soigner 200 patients qu'elle suit depuis plusieurs générations. Elle poursuit le métier pour eux.

Profession : médecin de campagne d'avant les scanners et les IRM. Brigitte Boivin-Dreyfus, 82 ans, exerce son métier à Lamotte-Beuvron, dans le Loir-et-Cher où elle s'installe en 1971, un an après l'obtention de son diplôme à Paris. Petite dernière d'une famille de trois filles, elle fait partie des rares jeunes femmes qui se sont lancées dans cette voie. Les familles dans ces années-là rechignent à laisser leur fille prendre un travail. « À l'époque, il fallait se marier, avoir des enfants et travailler si besoin. » Elle se marie, a des enfants et exerce le métier de ses rêves, à la campagne bien sûr, car la ville, trop bruyante, c'est très peu pour elle. En 1978, son mari trouve la mort dans un tragique accident de la route. Veuve à 36 ans, elle a le courage et la force d'élever seule ses trois fils âgés alors de 7, 8 et 12 ans.

« Ne partez pas »

Médecin généraliste à une époque où le service d'aide médicale urgente assurée par le Samu n'existe pas encore et où avaler des kilomètres pour se rendre au domicile des malades est courant, elle tisse des liens forts avec ses patients qu'elle connaît sur

Anecdotes sur ordonnance

Brigitte en a tout plein dans sa trousse de médecin. Elle en partage quelques-unes. « Je me souviens d'une jeune fille qui venait pour la première fois pour se faire prescrire la pilule. Je lui ai demandé de s'allonger en lui montrant la table d'examen. Elle a choisi de se coucher par terre. J'ai trouvé ça curieux. » L'autre souvenir est lié aux accouchements. « J'en ai improvisé dix dans mon cabinet. Il a fallu agir vite. »

plusieurs générations. « J'en ai vu certains naître, je leur ai injecté leurs vaccins, prescrit la pilule. J'en ai accompagné pendant la grossesse. Maintenant, il y a une sage-femme qui exerce à proximité. Et les grossesses sont suivies à l'hôpital. Je n'ai plus que des très vieux patients. » Elle en suit 200. C'est pour eux qu'elle ne raccroche pas le stéthoscope. « Je ne veux pas les laisser tomber. D'ailleurs, ils me disent tous : surtout, ne partez pas. »

Elle ne prend plus de nouveaux patients sauf en cas d'urgence et n'ouvre son cabinet que 4 heures par jour. Son temps libre, elle le consacre entre autres au plaisir d'apprendre de nouvelles langues ou à des séances d'aquagym stimulantes et agréables à Orléans, à 37 km de route.

Si longtemps elle a travaillé jusqu'à 23 heures, elle n'a jamais sacrifié son rôle de mère. Le cabinet médical est installé au cœur de sa maison, ce qui lui a permis de ne pas quitter des yeux ses garçons qu'elle a vu grandir jusqu'à leur autonomie. « En mêlant ici ma vie et mon travail, je ne les perdais pas de vue. Je les retrouvais à midi. Je les entendais jouer. J'intervenais quand ça criait. » C'est tout le privilège de donner des consultations chez soi.

Fatima Souab

DATES-CLÉS

- 1942** Naissance dans l'Oise
- 1970** Obtention du diplôme de docteur en médecine à Paris
- 1971** Installation à Lamotte-Beuvron
- 2022** Remise de l'insigne de chevalier de l'ordre national du Mérite

“ En face de mon bureau se trouve la salle d'attente du cabinet qui est aussi mon grand salon. ”

SOMMAIRE

En une :

Photo d'illustration de notre dossier « Jeunesse rurale : l'énergie en actions ». À lire en pages 8 à 15.

2 LE PORTRAIT

Brigitte Boivin-Dreyfus

Médecin de campagne depuis 1971

7 L'ESSENTIEL

L'actu des régions et de l'institution

8 LA QUESTION

Jeunesse rurale

L'énergie en actions

16 DÉCRYPTAGE

Pascal Cormery

Paysan président et inversement

18 TERRITOIRES

- › En immersion dans une pouponnière de la Sarthe
- › Qui sont les femmes en agriculture ? Focus sur une expérience menée en Bretagne

24 L'ÉVÉNEMENT

Salon de l'agriculture

Au cœur de la plus grande ferme de France

28 LA BONNE NOUVELLE

Le traitement des secrétaires de mairie revalorisé

ÉDITORIAL

Ma fierté d'avoir servi LA MSA

A lors que je m'apprête à tourner une nouvelle page de ma vie en faisant valoir mes droits à la retraite, je reste plus que jamais convaincu que notre système de protection sociale a un rôle crucial à jouer dans la construction d'un avenir plus juste et plus solidaire pour tous.

Lorsque j'ai intégré la MSA en 2018, j'avais déjà une image très positive de notre institution. Pendant les années que j'ai passées à l'École nationale supérieure de Sécurité sociale, elle représentait pour moi le meilleur régime de protection sociale. Je le pense toujours.

Dès le départ, j'étais cependant conscient des défis qui nous attendaient, notamment dans nos interactions avec les acteurs politiques. Pour moi, la protection sociale devrait moins relever de l'État. Face aux multiples défis auxquels nos adhérents sont confrontés, le mutualisme qui est au cœur du fonctionnement de la MSA fait partie de la solution. Ses piliers, que sont la solidarité et la gouvernance démocratique, n'ont d'ailleurs jamais été autant d'actualité.

Notre système qui mise sur la proximité et la responsabilité se montre particulièrement adapté au moment où le pays traverse une crise agricole, persistante et complexe, constituant un défi majeur auquel nous sommes tous confrontés. Je suis profondément préoccupé par le sentiment de déclassé ressenti par le monde paysan. Il est essentiel d'agir rapidement et de manière concertée pour soutenir ce secteur vital à toute la société.

L'enjeu pour la MSA réside dans notre capacité à mobiliser de nouveaux alliés et à renforcer nos partenariats existants. Pour cela, nous devons travailler en étroite collaboration avec les acteurs sur le terrain pour peser dans les futures négociations avec nos ministères de tutelle, afin de défendre les intérêts de nos adhérents et de tout le monde rural.

Tout en ayant une pensée affectueuse pour Michel Brault qui m'a précédé, je suis plus qu'heureux et fier du choix d'Anne-Laure Torresin, qui me succède, pour relever ces défis majeurs de notre institution. Je remercie nos administrateurs, nos délégués et nos salariés pour leur dévouement exemplaire. Je suis très honoré d'avoir œuvré à vos côtés.

*François-Emmanuel Blanc,
directeur général de la CCMSA.*



Le Bimsa n°238 | Mars - Avril 2024

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – Le Bimsa : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – Directeur de la publication : François-Emmanuel Blanc – Comité d'orientation : Pascal Cormery ; Philippe Moinard ; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosc Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – Rédacteur en chef : Alexandre Roger – Rédacteur en chef adjoint : Franck Rozé – Rédacteurs : Frédéric Fromentin ; Coline Lucas ; Marie Molinaro ; Simon Playout ; Fatima Souab – Maquettiste : Delphine Levasseur – Conception : Christine Brianchon – Administration et abonnements : tél. : 01 41 63 73 31 – Abonnement 1 an : 11,60 € – Imprimeur : Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France ■■■, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – Couverture : © Franckreporter/Gettyimages – Éditorial : © Frédéric Fromentin/Le Bimsa



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.





FRANCE ENTIÈRE

10 000 rendez-vous retraite



Plus d'infos sur
rdv-retraite.fr



© Franck Belondie/CCMSA Image

Le passage à la retraite est un saut vers l'inconnu. Cette étape peut générer du stress et une certaine appréhension. Pour mieux passer ce cap, il faut s'y préparer. Pour cela, la MSA, l'Assurance retraite et l'Agirc-Arrco lancent deux éditions des Rendez-vous de la retraite en 2024. Le but ? Se préparer à la retraite et se familiariser avec les outils d'aide à la décision mis à disposition gratuitement par les régimes de retraite.

En tout, 50 000 rendez-vous individuels seront proposés à chaque édition. La première se déroulera du 23 au 29 mars et la seconde du 7 au 12 octobre dans toute la France. Chacun pourra bénéficier des conseils avisés des conseillers de l'Assurance retraite, de l'Agirc-Arrco ou de la MSA. Ils auront lieu par téléphone ou dans l'un des 660 points d'accueil.

Le régime agricole proposera à ses adhérents 5 000 rendez-vous par édition en 2024. Ils leur permettront de discuter avec des conseillers sur leur situation personnelle.

L'année dernière, neuf caisses de MSA volontaires ont expérimenté le dispositif : Alpes du Nord, Beauce Cœur de Loire, Bourgogne, Charentes, Languedoc, Mayenne Orne Sarthe, Midi-Pyrénées Nord, Portes de Bretagne et Picardie. Cette année les 35 caisses de l'ensemble du territoire sont mobilisées. Les inscriptions se font sur le site internet de sa caisse de MSA.

Les Rendez-vous retraite, ce sont aussi des événements en ligne tout au long de la semaine comme les webinaires « Retraite progressive et cumul emploi-retraite » et « Départ anticipé pour carrière longue », des tchats et des informations pratiques.

En chiffre

50

 millions d'euros

C'est le montant du fonds d'urgence annoncé au mois de février par le gouvernement pour soutenir la trésorerie des éleveurs et des commerçants en bestiaux impactés par la maladie hémorragique épizootique.



DEUX-SÈVRES

Reprendre confiance en soi

La MSA Poitou organise, dans les Deux-Sèvres, deux ateliers gratuits et collectifs pour aider les agriculteurs en situation de mal-être. Le but ? Gagner en motivation, aller de l'avant, partager ses expériences et bénéficier du soutien et de la force d'un groupe.

Le premier atelier, « Aller à l'essentiel », sur trois jours, amène les agriculteurs à réfléchir sur leurs valeurs. Objectifs : prendre du recul, repérer le positif dans leur quotidien et prendre soin de soi plus sereinement. Des séances découvertes de sophrologie seront également proposées.

Le deuxième, « Avenir en soi », dure sept à huit jours. Ouvert à tous, agriculteurs ou non, il propose un accompagnement pour traverser un changement de vie, familial, professionnel ou personnel.

Un autre atelier, « Se parler sans s'embourber », a pour objectif d'entrer en relation avec soi-même et avec les autres, de donner des clés pour prendre la parole dans le respect de soi et des autres.

Ces trois ateliers sont prévus à Chauray près de Niort, et aux Forges, entre Parthenay et Poitiers. Les dates et lieux seront précisés en fonction des inscriptions.

Inscription auprès de la MSA Poitou au 05 49 06 72 65 ou au 05 49 06 34 8.



FRANCE ENTIÈRE

Printemps de la ruralité

Le ministère de la Culture lance le « Printemps de la ruralité », une grande concertation nationale sur l'offre culturelle en milieu rural afin d'en améliorer l'accès. Objectifs : recueillir les propositions des acteurs concernés et de l'ensemble des citoyens et mettre en valeur les initiatives

existantes. Des rencontres auront également lieu dans les territoires avant l'organisation en avril d'Assises nationales de la culture en milieu rural afin de présenter une feuille de route. Pour participer, rendez-vous jusqu'à la fin du mois de mars sur culture.gouv.fr



Les élèves du lycée agricole de Saint-Laurent ont préparé les bêtes pour le Salon de l'agriculture dans leur combinaison « visible » de l'opération « Je cultive ma sécurité et ça se voit ».

© MSA Marne Ardennes Meuse



ARDENNES

Une cotte qui a la cote

Les élèves du lycée agricole de Saint-Laurent, installé sur le campus agro-environnemental des Ardennes, sont partis pour le Salon de l'agriculture avec une tenue de travail dernier cri mais surtout, très utile. Depuis quelques années, ils sont en effet équipés des vêtements visibles imaginés par un groupe de travail d'agriculteurs, éleveurs et conseillers agricoles des Ardennes.

L'histoire de ces tenues commence en 2018 quand un agriculteur a failli perdre la vie après un accident de la route. Un matin, une vache de l'éleveur s'échappe. Il signale sa présence sur la route pour la rentrer dans son enclos mais il est percuté par une voiture. Après cet accident, le service de

la prévention des risques professionnels de la MSA a constitué un groupe de travail pour trouver des solutions. Animé par un conseiller en prévention des risques professionnels et l'ergonome du service Santé sécurité du travail de la MSA Marne Ardennes Meuse, ils imaginent un vêtement pour être plus visible. Trois vêtements ont ainsi été proposés : une combinaison et deux gilets de travail.

Depuis, la combinaison « visible » de l'opération « Je cultive ma sécurité et ça se voit » remplace la combinaison verte classique de la dotation de la Région. Les élèves et étudiants sont ainsi plus visibles en stage, sur l'exploitation du lycée ou chez eux.

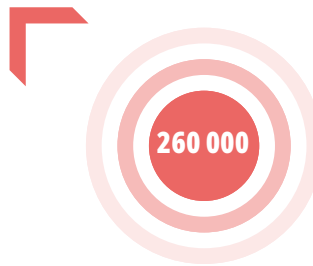
10-11 ANS

Bon plan vacances

Un enfant sur dix âgé de moins de 16 ans ne part pas en vacances au moins une semaine par an, faute de moyens, selon les chiffres de l'Insee. Pour faire face à cette problématique, le Pass colo sera mis en œuvre cet été. Il permettra de faciliter le départ en vacances des enfants de 10 et 11 ans, juste avant leur passage en 6^e. Son montant, attribué sous conditions de ressources, atteindra entre 200 et 350 euros. L'aide sera versée à l'organisateur du séjour labellisé Pass colo, selon le principe du tiers payant : les familles n'auront à payer que le solde restant à leur charge.



Plus d'infos sur jeunes.gouv.fr



salarisés agricoles
ont moins de 20 ans en 2022
(14,5 % des effectifs).



INDRE

2^e édition du Colo'tour

Le Colo'Tour de l'Indre, c'est un dispositif unique en France qui vise à réduire les inégalités en matière de santé dans un territoire touché par la désertification médicale. En s'installant au cœur des communes pour faciliter la mobilité des participants, les délégués MSA de l'Indre ont retenu cette formule originale dans l'objectif de favoriser l'équilibre entre les territoires les plus ruraux et ainsi répondre aux difficultés de transports réelles des ressortissants qui y vivent.

Cette année, les organisateurs du Colo'Tour souhaitent amplifier les échanges qui visent à encourager les changements de comportement, diminuant les causes et les facteurs de risques pour réduire les problèmes de santé que peuvent rencontrer la population. La mobilisation de

nouveaux acteurs locaux de santé viendra enrichir l'offre de prévention et promotion santé durant les étapes.

Au programme, des bilans de forme (glycémie, cardiovasculaire, dépistage, podologie, diététique), des ateliers santé (automassage, marche nordique, cyclo-sportive, réflexologie, alimentation, e-santé), de la prévention et détection des risques pour sa santé... dans toute la région.

LES DATES :

- > 19 mars : Lye
- > 20 mars : Mâron
- > 21 mars : Prissac
- > 22 mars : Aigurande
- > 23 mars : Le Blanc



PICARDIE

Galop prudent

L'hippisme est la filière agricole la plus accidentogène. Les chutes de cheval, principales causes d'accidents du travail, et les troubles musculosquelettiques chez les professionnels, accentuent cette problématique. La MSA Picardie, consciente de ces enjeux, a récemment développé un outil de prévention des risques dédié aux cavaliers de courses de galop.

Le site accueillesecurite-msa.fr, élaboré en collaboration avec l'Institut français du cheval et de l'équitation, l'Association de formation et d'action sociale des écuries de courses, l'Association des entraîneurs de galop et l'Association des entraîneurs propriétaires, offre un moyen simple et rapide d'évaluation des compétences en prévention des risques. Structuré autour de questions, réponses et conseils illustrés, il guide les cavaliers sur les bonnes pratiques à adopter dans les écuries.

Les thématiques abordées couvrent divers aspects du métier



Le site accueillesecurite-msa.fr guide les cavaliers sur les bonnes pratiques à adopter dans les écuries.



tels que l'échauffement, l'entretien du box, le port de charges, et même la manière d'approcher, monter et entretenir un cheval, ainsi que l'hygiène de vie du cavalier. Cette évaluation, répondant en partie à l'obligation d'accueil des nouveaux employés, vise à réduire la gravité des chutes inévitables.

Le processus d'évaluation est simple : les employeurs peuvent inviter leurs salariés à passer le test en remplissant un formulaire sur le site. À la fin du test, un résumé des résultats permet aux cavaliers de connaître leurs points forts et faibles, accompagné d'un certificat de suivi d'évaluation.



FRANCHE-COMTÉ

Prévention du suicide chez les jeunes

Le suicide est la deuxième cause de mortalité chez les jeunes après les accidents de la route. Face à ce constat inquiétant, les maisons familiales rurales (MFR) ont sollicité la MSA de Franche-Comté pour les aider à construire une action concrète de prévention.

Les MFR ont récemment bénéficié d'une formation sur mesure. Elle a pris la forme d'une journée qui vise à repérer les facteurs de risque, à réagir efficacement en cas de crise et à orienter les jeunes vers une aide appropriée.

Animée par une formatrice expérimentée, la formation mêle théorie et échanges pratiques. Des retours positifs soulignent son impact, permettant aux professionnels de se sentir mieux préparés et plus

à l'aise pour aborder ces sujets sensibles. « Cette formation permet aux professionnels des MFR de développer leurs capacités à repérer les situations à risques et à réagir au mieux », témoigne Nadège Fritsch, conseillère en prévention des risques professionnels à la caisse franc-comtoise. Face à l'enthousiasme des équipes, la MSA étendra cette initiative à trois autres sites au premier semestre, renforçant ainsi son engagement dans la prévention du suicide chez les jeunes.

Pour plus d'informations, contactez le service prévention des risques professionnels au 03 81 65 60 39 ou par courriel à prp_secretariat.grprec@franchecomte.msa.fr

AGENDA

France entière

Journée internationale des forêts

→ 21 mars

Collectivités, associations, établissements publics, professionnels de la filière forêt-bois, propriétaires forestiers ou particuliers organisent des événements partout en France pour célébrer cet espace vivant qui recouvre 31 % du territoire national et sensibiliser à la multifonctionnalité des forêts.

» journee-internationale-des-forets.fr

Perpignan

medFEL

→ du 24 au 25 avril

La filière fruits et légumes se réunit en Occitanie au parc des expositions de Perpignan. Au programme : échanges et rencontre avec 230 exposants, et 25 conférences et tables rondes.

» medfel.com

Montpellier

Congrès national de médecine et santé au travail

→ du 4 au 7 juin

Événement majeur qui réunit les experts de la discipline et offre une plateforme unique d'échanges et de partage de connaissances, le congrès s'adresse aux acteurs de la santé au travail, qu'ils soient chercheurs, médecins, infirmiers, ergonomes, psychologues du travail, responsables des ressources humaines ou encore spécialistes en prévention des risques professionnels.

» medecine-sante-travail.com

Strasbourg

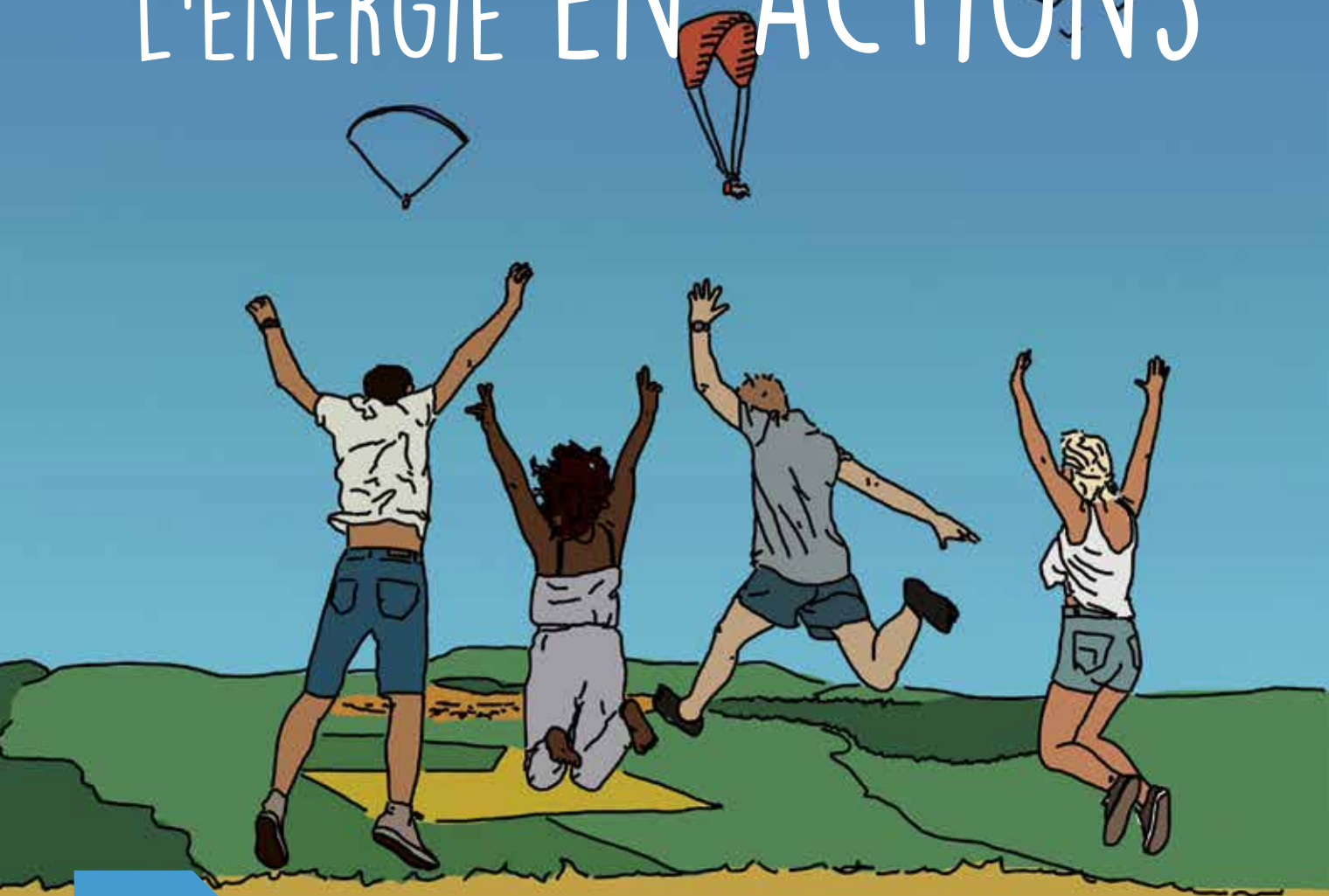
Preventica

→ du 19 au 20 juin

Le rendez-vous national pour l'amélioration des conditions de travail est depuis près de 25 ans un lieu de rencontres et d'inspiration pour tous les acteurs de la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail. Il accueillera 380 exposants et 150 conférences.

» preventica.com

JEUNESSE RURALE : L'ÉNERGIE EN ACTIONS



Les jeunes ruraux, souvent confrontés à des difficultés liées à la mobilité et à l'accès aux loisirs, se trouvent fréquemment contraints à l'exode pour poursuivre leurs études. Pourtant, ils cherchent activement des solutions pour demeurer enracinés dans leur région tout en développant des activités prometteuses pour l'avenir. L'Appel à projets jeunes de la MSA les soutient depuis 24 ans dans cette démarche en leur offrant un cadre pour concrétiser leurs initiatives. Il joue un rôle crucial en les accompagnant, les aidant à structurer et pérenniser leurs projets, renforçant ainsi leur contribution au développement local, à l'agriculture, à la défense de l'environnement, à la solidarité intergénérationnelle et la sauvegarde du patrimoine rural.



Étude inédite dans le Nord-Pas-de-Calais

Regarder la jeunesse DANS LES YEUX

Que pensent-ils ? Que vivent-ils au quotidien ? Qu'est-ce qui les anime ? Quels sont leurs projets ? Leurs préoccupations ? Quels liens entretiennent-ils avec leur territoire ? À travers une étude inédite, la MSA Nord – Pas de Calais donne la parole aux jeunes ruraux d'aujourd'hui pour mieux les accompagner demain.

Qu'est-ce qu'être jeune en ruralité aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, la MSA Nord – Pas de Calais, en partenariat avec le cabinet Exaeco, a commandé une étude qui ne vise pas seulement à faire l'état des lieux de cette jeunesse. Elle doit surtout permettre de mieux appréhender les enjeux quotidiens auxquels elle fait face afin d'ajuster et d'enrichir l'offre sanitaire et sociale de la MSA dans son accompagnement et l'animation des territoires ruraux.

La méthodologie ? Des entretiens d'environ une heure et demie avec une cinquantaine de jeunes résidant dans dix communautés de communes du Nord – Pas-de-Calais ainsi que trois ateliers collectifs avec eux et un avec les partenaires (voir infographie).

Le 5 décembre 2023, la restitution des résultats de la première phase par le cabinet d'études a permis d'esquisser les reliefs de cette jeunesse. Comme l'actualité nous le prouve régulièrement, la première thématique qui surgit lors de ces entretiens n'est pas spécifique au milieu rural. C'est un mal national : le harcèlement. 40 % des jeunes interrogés racontent avoir vécu du harcèlement scolaire à un moment de leur parcours. Il s'inscrit dans un temps long, pouvant se poursuivre de l'école primaire au lycée, et sur plusieurs établissements comme l'explique Anne, 24 ans : « J'ai été harcelée toute ma scolarité. En primaire c'était le pire. On me frappait, on riait de mon prénom et de mon poids. Et en arrivant au collège, les mêmes personnes étaient encore là, donc ça ne s'est pas arrêté. » Pour y échapper, certains partent en internat.

Partir, bouger, se déplacer. La mobilité,

en milieu rural, se révèle particulièrement difficile et chronophage. « Pour aller au lycée, témoigne Virginie, 18 ans, je prenais le bus à 6 heures le matin pour 1 h 30 de trajet et je rentrais à 20 heures tous les soirs pendant deux ans. J'avais l'impression de ne plus vraiment vivre. » Une problématique qui s'étend à la vie sociale comme le décrit Elliot, 15 ans : « Je prends le bus pour aller voir mes potes à Arras. Il n'y en a pas beaucoup. Si je le loupe, c'est foutu pour ma journée. Je n'ai pas encore le permis mais j'ai passé mon brevet de sécurité routière (BSR). » Cette solution pour se déplacer, le scooter, est partagée par l'ensemble des garçons rencontrés. Ils ont soit en projet, soit obtenu le BSR et/ou le permis de conduire. Chez les filles, aucune n'a le fameux sésame. « Mes parents trouvent ça trop dangereux » ou « Je n'en ai pas besoin puisque mon copain me conduit partout », sont les principales raisons invoquées. Ce qui implique une dépendance très jeune à leur conjoint pour se déplacer.

La mobilité contrariée

Les problèmes de mobilité ont également un impact fort sur les activités extra-scolaires. L'étude montre qu'une fois entrés au collège, les jeunes ruraux n'en pratiquent quasiment plus, ce qu'explique Margot, 17 ans : « Je pratiquais la



Les préconisations de l'étude pilotée par la MSA Nord – Pas de Calais

- Améliorer l'accompagnement des victimes de violences et les aider dans leur reconstruction
- Lutter contre la reproduction des inégalités de genre
- Développer la prévention des troubles de la santé mentale
- Requestionner la problématique de la mobilité
- Créer de nouveaux cadres d'ouverture sur le monde
- Sortir des contraintes pour former selon les envies
- Lutter contre la passivité face aux écrans
- Encourager l'émergence de nouvelles offres culturelles

LA QUESTION

danse quand j'étais plus jeune, de 6 à 15 ans. Aujourd'hui, l'activité n'existe plus à proximité et je n'ai plus le temps d'en avoir une autre à cause des transports et de l'école. » La baisse du nombre de jeunes pratiquants a un impact direct sur la diversité des activités proposées. C'est un cercle vicieux qui a pour conséquence de priver les adolescents d'une soupape de décompression : « La danse me manque énormément car je n'ai plus ces moments où je peux abandonner mes petits problèmes d'ados, poursuit-elle. Je n'ai pas de moments pour moi ».

S'ajoute le constat que pour ces jeunes, l'orientation scolaire se fait souvent en fonction du territoire, non des envies. « Ma formation est à Lille, du coup ça va faire loin et pour le logement ça sera compliqué. Je vais essayer de trouver autre chose », confie Madeleine, 16 ans. Un choix par dépit qui peut conduire à un gâchis de compétences et de grosses déceptions comme l'exprime Antonin, 23 ans : « Au moment de choisir mon orientation, je rêvais de faire carrière dans le théâtre. Mes parents m'en ont découragé. C'était cher, loin et selon eux, il n'y avait pas de débouchés. C'est un vrai regret ». Ancrés dans leur territoire et

un avenir professionnel souvent tout tracé, les enfants d'agriculteurs semblent appréhender plus sereinement l'éloignement lié aux études : « J'aimerais bien découvrir les États-Unis, pour voir autre chose pendant que je peux le faire parce que je n'ai pas encore de ferme, et voir comment ils pratiquent là-bas », confie Alban, 21 ans.

Voyager mais pour mieux revenir. Car l'attachement au territoire est bien là. Chez 38 % des jeunes interrogés, il se caractérise par un engagement dans une association ou par la réalisation d'actions bénévoles, le plus souvent dans les structures d'animation jeunesse ou de liens intergénérationnels.

Un taux de participation encore plus élevé chez les enfants d'agriculteurs qui restent néanmoins attachés à la thématique agricole, comme Alban : « Je suis dans l'association des Jeunes agriculteurs (JA) pour faire connaître ce milieu. Nous intervenons dans les écoles pour sensibiliser les élèves. Parfois, nous allons devant les supermarchés faire de la pédagogie à destination des consommateurs. »

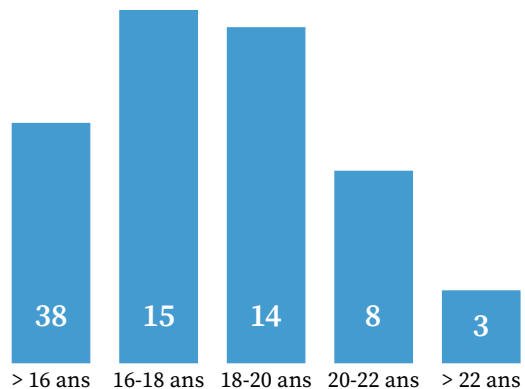
Frédéric Fromentin

Des jeunes en quête de mobilité

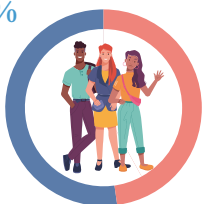
29 non-adhérents
MSA



21 adhérents
MSA



26 garçons,
soit 52 %



24 filles,
soit 48 %

18 possèdent le permis
de conduire



25 sont en âge
de le passer

12 structures
partenaires



4 ateliers
collectifs



Refuge de montagne

Rénover POUR MIEUX PARTAGER

Le refuge de montagne, c'est le réconfort du randonneur après une longue journée de marche. Pour 18 adolescents de Savoie, les rénover est une façon de faire preuve d'altruisme, de préserver un patrimoine, un territoire et d'entretenir le lien social. C'était un projet. C'est devenu une réalité.

Que font les adolescents de l'Espace jeunesse de Moutiers, dans le département de la Savoie, le mercredi après-midi, le week-end ou pendant leurs vacances ? Ils déambulent dans les montagnes qui se dressent sur les communautés de communes Cœur de Tarentaise et Vallées d'Aigueblanche. Ils prennent connaissance du territoire qui les entoure, découvrent sa faune, sa flore et sa population. Au gré de leurs pérégrinations, ils croisent des refuges de montagne non gardés et en libre accès. Parfois, ils y font halte. Ils apprécient ces cabanes. Alors une idée émerge : pourquoi ne pas les entretenir, les rendre plus confortables et les faire connaître ?

Sous l'égide de Sabrina Boukazzoula, du service jeunesse, et de Matthieu Payer, référent MSA Alpes du Nord, 18 adolescents (2 filles et 16 garçons) âgés de 11 à 19 ans se sont ainsi impliqués dans ce projet qu'ils ont intitulé « Rénovent ta cabane ».

« En tout, nous avons amélioré l'aspect de 5 cabanes, explique Nino, 14 ans. Quatre au cours de l'été 2022, une l'année dernière et nous devons en refaire une en août. »

Cueillette et randonnées

C'est pour lui et ses copains la perspective d'un séjour de 5 jours dans « leur » cabane, en immersion dans la nature. Là-haut, suivant l'état du refuge, « Nous repeignons et polissons les fenêtres, nettoisons les bachals [NDLR : grand réservoir d'eau en pierre ou en bois], fabriquons des tables de pique-nique quand elles manquent, mettons des livres d'or et des cartes de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) à disposition des hôtes, ravitaillons le



Le 25 février, les adolescents à l'initiative de « Rénovent ta cabane » ont reçu le 1^{er} prix de l'Appel à projets jeunes dans la catégorie des 13-17 ans lors d'une cérémonie organisée au Salon international de l'agriculture.

garde-manger, aérons les matelas et refaisons le stock de bois, énumère Nino. Chacun fait ce qui lui plaît le plus. »

Il n'oublie pas de préciser qu'ils ne font pas que réparer les cabanes. « Pendant notre temps libre, nous aimons partir en randonnée, cueillir des fruits pour confectionner des confitures, ou encore construire des affûts [NDLR : cachette pour observer les animaux]. Le jeudi, un guide de moyenne montagne également guide de pêche vient nous initier à cette discipline. » À l'écouter, le postulat de départ du projet consistant à donner envie aux jeunes de s'investir en effectuant de petits travaux, leur permettre de découvrir leur territoire à travers ces cabanes non gardées et à favoriser l'échange intergénérationnel autour d'un projet commun, est largement rempli. « Les liens entre les 18 camarades se sont resserrés », se réjouit Nino, qui a également rencontré de nouvelles personnes qui partagent des passions communes. « Ça nous a apporté de nouvelles connaissances sur l'environnement et sur le travail manuel. » Agents de l'Office national des forêts, anciens des villages, agriculteurs ou bûcherons, chacun à sa façon a ainsi participé à l'aspect social à la transmission de savoir-faire de cette aventure montagnarde.

Une aventure qui, le 25 février, les a menés loin de leur montagne, à Paris, où ils sont restés au sommet puisqu'ils se sont vu décerner le premier prix de l'Appel à projets jeunes dans la catégorie 13-17 ans. Grâce à la dotation, la petite équipe va pouvoir acheter du nouveau matériel, comme des haches ou des skis, qui trouvera sa place dans les prochaines cabanes.

Frédéric Fromentin



Studio d'enregistrement

Malo Lerayer, Évaëlle Mathiot, Paul Balensi, Clémence Rocquemont et Quentin Priou ont lancé Studio bord de scène, un lieu pour faire de la musique, ouvert à tous les jeunes de Villennes-sur-Seine.

FLOW EN BORD DE SEINE

Après Rock en Seine, Studio bord de scène. Le projet de studio de musique lancé par des jeunes de Villennes-sur-Seine vient de remporter le 4^e prix de l'Appel à projets jeunes lancé par la MSA dans la catégorie 18-22 ans.

Une bande de copains animés par une même passion, la musique, une bonne dose d'énergie et de débrouillardise et une pincée d'ambition. C'est la recette qui a fait remporter à Studio bord de scène le 4^e prix de l'Appel à projets jeunes dans la catégorie 18-22 ans. Bord de scène, ce sont cinq amis qui se sont constitués en association pour créer un lieu de partage et de rencontres autour de la musique. Après avoir passé des journées entières à créer des morceaux dans la chambre de Quentin Priou, l'ingénieur du son du groupe, les cinq jeunes à l'initiative du projet ont eu envie de voir plus grand. « On voulait un endroit pour pouvoir faire des répétitions sérieuses en situation réelle, qui nous permettrait d'avoir de bonnes conditions d'enregistrement, meilleures que sous une couette pour faire l'isolation ! », sourit cet étudiant en double licence de droit et économie et de gestion, management. L'idée de monter un studio de son dans leur ville natale, Villennes-sur-Seine, s'est alors imposée.

Un espace collaboratif

Le projet va plus loin et a également pour but d'attirer d'autres jeunes de la commune pour créer une communauté de passionnés. Mais aussi, pourquoi pas, de nouer des

partenariats avec la Ville ou les structures de musique déjà existantes, des professeurs de musique, etc. « On veut que le plus de personnes possibles aient accès au studio et à moindre coût », insiste Malo Lerayer. Des jeunes de tous horizons et de cultures musicales différentes pourront ainsi partager les lieux et leur passion. Ils ont donc déposé leurs amplis dans les locaux du complexe sportif du service jeunesse de la ville pour lequel travaille Malo, qui étudie en sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps). 70 m² pour laisser libre cours à leur créativité, avec une partie studio, un petit salon, une salle de répétition et un espace de stockage pour le matériel. Une pièce dédiée à l'enregistrement devrait également voir le jour.

Un studio qui se veut le plus professionnel possible. « Les tarifs pour accéder à un studio d'enregistrement représentent de grosses sommes pour des jeunes ou des étudiants. Nous, on voudrait faire des prix bas, voire les adapter selon les moyens », expliquent les deux étudiants. Et l'initiative ne s'arrête pas là. L'association veut aussi donner un coup de pouce aux autres et créer des ateliers ou des moments d'échanges autour de la musique. Albums collaboratifs, représentations dans la commune, mise en place d'ateliers d'apprentissage gratuits... les idées ne manquent pas pour faire vivre ce nouveau lieu.

Et pour ce qui est de la suite, « le projet est pérenne. Si on était amené à quitter Villennes-sur-Seine, on ferait en sorte que l'association et le lieu continuent de vivre », notent les deux jeunes. Mais pour l'instant, ça ne fait pas partie de leurs plans.

Le prix remporté (1 900 euros) leur permettra d'acheter du matériel dédié à l'association, de continuer la rénovation des locaux, la cabine d'enregistrement et l'isolation (pour oublier définitivement la couette anti-bruit).

Peut-être que Studio bord de scène nous révélera les nouveaux talents de demain ? Affaire à suivre !

Coline Lucas



La guerre MISE EN PIÈCE

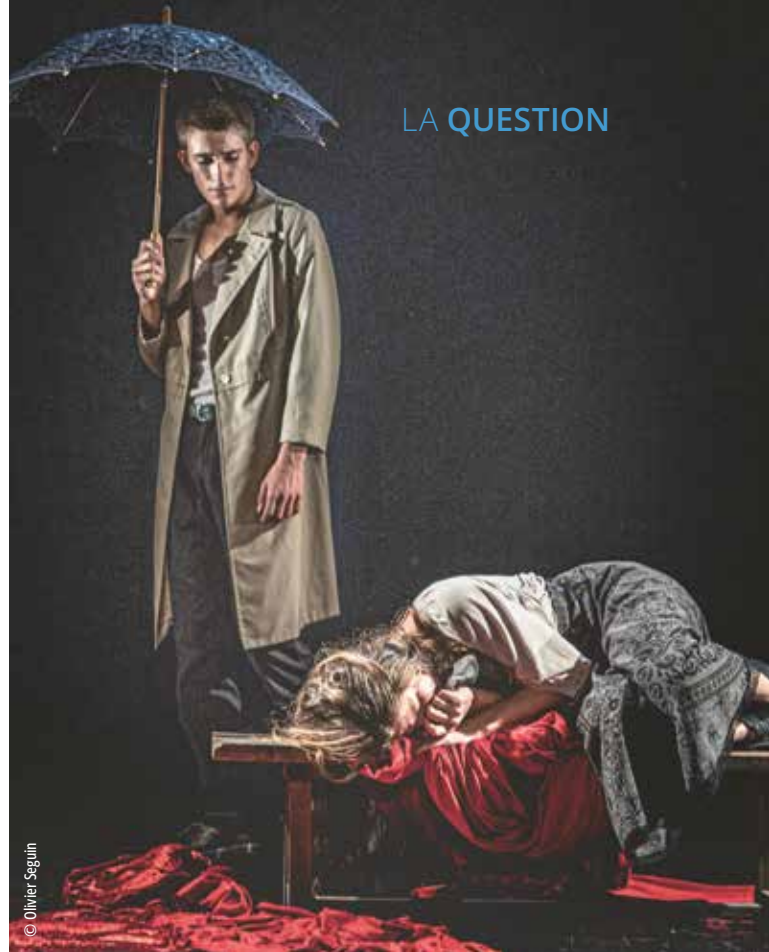
Primé par le jury de l'Appel à projets jeunes de la MSA, « Quelle connerie la guerre » est une pièce de théâtre créée et interprétée en costumes des années 1940 par des jeunes ruraux de la Gironde. Le renouveau du théâtre de campagne itinérant.

L'un d'entre eux, Lucas Winkelmuller, cite Jean Vilar et Antoine Vitez – grands hommes de théâtre qui souhaitent « des spectacles de qualité accessibles au plus grand nombre, un théâtre élitaire pour tous » – et se réclame du théâtre populaire. Et c'est tout le mal qu'on lui souhaite, à cette jeune troupe, de finir par y arriver, à devenir populaire ! Elle en emprunte le chemin avec un titre qui mettra tout le monde d'accord par les temps qui courent (du moins, on l'espère) : « Quelle connerie la guerre ».

Sur des textes de Jacques Prévert, issus du recueil Paroles publié en 1946, Louis Le Gall Zatko a brodé une pièce de théâtre. Une seule trame narrative mais plusieurs récits : le quotidien d'une ville que la guerre a rendue misérable, la triste rupture amoureuse, les espoirs des ouvriers ou encore la monotonie d'une famille. Le tout serti dans un décor minimaliste. Dans des costumes d'époque, les huit comédiens, pour la plupart étudiants, ne se contentent pas de jouer. C'est par les chorégraphies dansées que sont exprimées les forces puissantes de la joie amoureuse, de la culpabilité d'un assassin, de la liberté féminine ou du destin sanglant de l'humanité.

Diffusion en zone rurale

La troupe est issue de l'association Les tréteaux de l'enfance. Sise à Bayon-sur-Gironde, cette structure propose depuis 2004 des ateliers hebdomadaires de pratique théâtrale pour enfants, adolescents et adultes sous l'égide de Julia Zatko, directrice artistique, metteuse en scène et formatrice aux métiers du théâtre. L'asso s'est fixé plusieurs objectifs, parmi lesquels la création d'œuvres originales et leur diffusion en zone rurale, la mise en place de nouveaux ateliers théâtre sur le territoire de Haute-Gironde



© Olivier Seguin

La troupe est issue de l'association Les tréteaux de l'enfance installée à Bayon-sur-Gironde, une commune de 732 habitants.

ou des actions de médiation et des interventions pratiques auprès des publics scolaires. « *Le milieu rural est l'endroit dans lequel nous vivons tous, indique Lucas Winkelmuller. Il y règne un défaut d'offre culturelle. Pour autant, nous enregistrons une demande perpétuelle qui laisse la place à des créations moins institutionnelles. Cela nous permet de rencontrer un public traditionnellement moins accessible, dans l'esprit et l'éthique du théâtre populaire, de nouer une proximité avec les gens de la campagne.* » Un discours qui a plu au jury de l'Appel à projets jeunes 2024 puisque cette création s'est vu décerner un prix coup de cœur remis le 25 février au Salon de l'agriculture.

La pièce a été créée le 18 août 2023 dans le cadre du festival de créations Orages au couvent des Minimes dans la citadelle de Blaye, puis donnée une deuxième fois à la maison Baffort, à Étauliers.

Franck Rozé

Spectacles à venir

- Le 30 mars : représentations devant les résidents de l'Ehpad Les jardins d'Iroise de Blaye (Gironde), à la salle polyvalente de Plassac, puis à destination de tous publics.
- Samedi 25 mai à Bayon-sur-Gironde, lors du festival de théâtre organisé en direction de tous les publics (Scènes de l'Enfance).

Appel à projets jeunes

Tour de France DES JEUNES ENGAGÉS

Engagés pour l'environnement, la lutte contre le gaspillage, la solidarité, la culture locale... et surtout créateurs de liens, découvrez la créativité de quelques-uns des 15 projets primés au niveau national de l'édition 2024 de l'Appel à projets jeunes de la MSA.



1 ARDÈCHE

2^e prix 13-17 ans : Agir contre le harcèlement

Méryl, Myriam, Noah et Susana sont des camarades à l'écoute. Ces quatre jeunes du lycée agricole Olivier de Serres, à Aubenas, s'investissent contre le harcèlement en milieu scolaire. Ils ont engagé plusieurs actions sur leur territoire : la construction d'un escape game sur cette thématique et l'organisation d'une soirée dédiée dans leur établissement pour sensibiliser les élèves ; la réalisation de micros-trottoirs avec une radio locale et l'animation de débats autour de cette cause nationale. L'occasion de diffuser des vidéos et courts-métrages, et d'échanger avec divers intervenants (centre d'information, gendarmerie, psychologue).

2000

c'est l'année de lancement du concours.

30%

des jeunes de 3 à 24 ans grandissent en zone rurale, soit 5,3 millions (source Insee).

2 PYRÉNÉES-ORIENTALES

3^e prix 13-17 ans : Opération chercheurs de plastique

Protéger la nature, une évidence. Emmené par Hana et Verne, un groupe de collégiens s'est constitué en association pour mener des actions de ramassage des déchets et de nettoyage des rivières autour de leur commune. Après l'organisation d'un premier ramassage, ils ont mis en place des opérations régulières, réussissant à mobiliser les habitants de Banyuls-sur-Mer et de Saint-André, et participé à l'opération « chercheurs de plastique » menée par la start-up Plastic at sea lors de laquelle 180 bénévoles ont récupéré plus de 1 300 kg de déchets. Une nouvelle journée sera organisée en juin prochain. Désormais, le collectif souhaite également sensibiliser contre le jet de déchets dans la nature.



3 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

4^e prix 13-17 ans : Accompagner le développement durable et l'intergénérationnel

La cause environnementale unit les générations. Sept jeunes de Uhart-Cize ont choisi de s'investir avec leur Espace de vie sociale en mettant le développement durable au centre des préoccupations des plus et moins âgés de la commune. Ils ont créé un jardin partagé, ouvert à tous les habitants, organisé un atelier de recyclage d'huile de friture pour la transformer en produit vaisselle ainsi qu'un marché de Noël avec les seniors et agriculteurs du village. Cette année, ils animent un atelier « comment surfer sur le net » pour aider les seniors isolés et installent une serre dans le jardin.





©MSA Alpes-Vaucluse

4 VAUCLUSE

1^{er} prix 18-22 ans : Sensibiliser aux dons

Afin de lutter contre le gaspillage et de lancer un élan de solidarité, six élèves en Brevet de technicien supérieur agricole de la maison familiale rurale de Haut Vaucluse, à Bollène, se mobilisent. Ils organisent notamment des collectes de vêtements et de produits de première nécessité, des glanages et une récupération de légumes invendus auprès d'agriculteurs locaux (avec l'association Solaal et

la mission locale). Les dons sont redistribués à la Croix-Rouge, aux Restos du Cœur et des paniers offerts aux jeunes suivis par la mission locale. Objectif : sensibiliser sur l'intérêt pour l'environnement, la santé et l'inclusion des personnes en difficulté ainsi que sur l'économie sociale circulaire. Le 7 février, ils ont déjà récolté 320 kg de vêtements lors de leur première action.

5 LOIRE-ATLANTIQUE

2^e prix 18-22 ans : La Madeleine déguste

Des lycéens en apprentissage, une ferme qui fait de la réinsertion de détenus, des personnes en situation de handicap : une rencontre unique. Onze élèves du lycée Gabriel Deshayes de Saint-Gildas-des-Bois sont bien décidés à faire de cette idée un beau moment de partage. Le but est d'organiser au mois de mai une journée ludique et

de découverte autour d'un atelier sensoriel. Les résidents-salariés en fin de peine accueillis à la ferme de Ker Madeleine feront découvrir leurs productions aux personnes d'un foyer de vie de Pontchâteau en faisant travailler leurs cinq sens. Un deuxième temps d'échange est prévu en juin pour se retrouver autour d'un goûter.



©MSA Loire-Atlantique - Vendée



© MSA de Franche-Comté

6 JURA

2^e prix 18-22 ans : Les olympiades solidaires

En cette année olympique, les 14 jeunes de l'association Juraction, à Poligny, enfilent leurs baskets. Leurs olympiades solidaires, lancées début mars, se veulent inter-générationnelles et inclusives. Chaque mois, ils animeront des ateliers autour de cinq thèmes, tels les anneaux olympiques : la cuisine, le numérique, la photo, les parcours

professionnels et, bien sûr, le sport. En partenariat avec plusieurs associations, la mairie et des commerçants, le but est de créer du lien et partager des expériences entre les générations et les personnes en situation de handicap. Point d'orgue du programme : un rallye organisé dans la commune le 23 juin pour célébrer l'esprit olympique.

7 CORSE

Prix coup de cœur des internautes : Da Eri a Oghje (D'hier à aujourd'hui)

Neuf adolescents du village de Cervioni, membres de l'association Ghjuventù Cerviuninca, souhaitent partager leur passion et leur culture à travers une comédie musicale en langue corse. Elle retracera l'histoire de la musique corse à travers la mise en scène et l'interprétation de chansons traditionnelles et modernes de l'île de beauté.



© MSA de la Corse

100

candidatures à l'Appel à projets jeunes national 2024.

15

projets récompensés par des prix allant de 1 500 euros à 2 500 euros.

Sept projets coup de cœur ont été récompensés au total. Palmarès complet disponible sur msa.fr



Pascal Cormery PAYSAN PRÉSIDENT ET INVERSEMENT

Le 14 février, le président de la MSA a fait part de sa volonté de transmettre son mandat. Cette décision va permettre de former un nouveau binôme à la tête du second régime de protection sociale dans le but de préparer la négociation de la prochaine Convention d'objectifs et de gestion (COG) signée avec l'État tous les 5 ans. En effet, Anne-Laure Torrésin succède à François-Emmanuel Blanc à la direction générale de la CCMSA le 1^{er} avril. L'élection du nouveau président aura lieu trois jours plus tard.

Vous nous recevez dans votre ferme, installée à Neuvy-le-Roi, dans l'Indre-et-Loire. Parlez-nous de votre métier d'agriculteur et de votre engagement.

Aussi loin que je me souviens, j'ai toujours aspiré à devenir agriculteur. C'est un métier passionnant. Je suis associé depuis 1990 sur une exploitation en polyculture, élevage (porcs et bovins viande) dans un petit village de Touraine.

Mon associé est l'un de mes anciens élèves de la Maison familiale rurale où j'ai enseigné pendant 10 ans. Au fil des années, je me suis investi dans l'ensemble des organisations professionnelles agricoles en prenant de nombreux engagements syndicaux au sein des chambres d'agriculture. Cela m'a mené vers mes fonctions de président de la MSA Berry-Touraine puis de la caisse centrale de la MSA en 2015. C'est dans ma nature, j'ai toujours été engagé

au service du collectif. Cette envie de faire avancer les choses ensemble a toujours été présente.

Vous venez de faire votre 9^e Salon de l'agriculture comme président de la MSA, comment va le monde paysan ?

Les manifestations des deux derniers mois témoignent d'un malaise profond. Les revendications les plus fortes portent sur les problèmes de revenus et la complexité administrative. Les agriculteurs réclament de pouvoir vivre dignement de leur activité tout en pouvant se concentrer sur celle-ci sans être parasités par l'administratif qui devient une part de plus en plus importante du métier.

Entre le monde agricole et le grand public, c'est un peu « *je t'aime moi non plus* ». On le constate encore une fois avec le succès du 60^e Salon de l'agriculture. Il y a une vision positive du monde agricole chez la ma-



Pascal Cormery est exploitant agricole en polyculture-élevage à Neuvy-le-Roi (Indre-et-Loire). Sa ferme s'étend sur 208 hectares, dont 135 de céréales, et comprend un atelier d'engraissement de 1 800 porcs par an et un troupeau de 60 bovins allaitants.

rité des Français, mais, dès que l'on aborde les sujets qui fâchent comme l'utilisation des produits phytosanitaires ou la défense de l'environnement, certains pensent que nous ne faisons pas d'efforts. Pourtant, depuis 30 ans nous avançons pour limiter l'utilisation des produits phytosanitaires et améliorer la qualité de l'eau et le bien-être animal. Il faut que les gens comprennent que, s'ils ont des produits sains à disposition dans leur réfrigérateur, c'est grâce à l'agriculture française qui a la capacité de produire des aliments de qualité à des prix abordables.

Quelles propositions peut faire la MSA face à la crise que traverse le monde agricole ?

L'assurance maladie, le droit du travail, de la famille, la retraite par répartition sont très protecteurs en France. La contrepartie, c'est que les règles qui les encadrent sont très complexes, ce qui peut provoquer des

frustrations et des cas de non-recours de personnes qui n'activent pas leurs droits par méconnaissance ou lassitude. Il s'agit de savoir comment nous pouvons apporter notre expertise du terrain et de la proximité pour simplifier les démarches administratives de nos ressortissants. Mais cette question en entraîne une autre qui est celle des moyens alloués à l'institution. Il est nécessaire de maintenir des agences MSA ouvertes, d'avoir encore plus de France Services pour fournir une assistance à la population. Il faut aussi poursuivre les efforts entrepris sur la simplification demandée par les employeurs.

Et si c'était à refaire ?

Je re-signe car c'est un privilège. Pour les belles rencontres que ces deux mandats m'ont permis de faire, du professeur de médecine, en passant par des ministres, des présidents de la République et des milliers de travailleurs agricoles à travers tout le pays. À mon arrivée, j'ai eu la chance de

pouvoir travailler avec Michel Brault, l'ancien directeur général, qui est né à 6 km de chez moi. Petits, on a joué ensemble au foot, mais on s'était perdu de vue. L'autre chance, c'est d'avoir formé un trinôme solidaire, efficace et respectueux des sensibilités de chacun qui a permis de faire avancer l'institution dans le bon sens avec François-Emmanuel Blanc, directeur général, et Thierry Manten, premier vice-président. Je remercie l'ensemble des membres du conseil d'administration pour la qualité de nos échanges, les délégués et les salariés qui font un travail irremplaçable sur le terrain.

Quelle est la suite pour vous ?

On n'est pas élu président à vie. On sait dès le départ que ça ne dure pas. L'essentiel, c'est justement de trouver la meilleure façon de transmettre à celles et ceux qui viennent après. Cette question de la transmission est très importante pour moi, peut-être parce que j'ai été enseignant. Je reste président de la caisse Berry-Touraine

jusqu'aux prochaines élections. Ensuite je reprendrai ma place de délégué MSA de mon canton. J'ai choisi de ne pas arrêter complètement mon activité agricole, ce qui me permettra de ralentir tout en gardant un pied dans le métier. Avec Sylvie, ma femme, nous avons prévu de voyager, d'aller à la chasse et à la pêche et de nous occuper de nos petits-enfants et neveux, Maxime, Gaëtan, Agathe, Marius et Zélie. Quand ils veulent me taquiner, ils m'appellent tous « Monsieur le président ».

Propos recueillis par
Alexandre Roger



Interview complète
à retrouver sur
lebimsa.fr

On se dit presque tout

Qu'est-ce qui vous donne envie de vous lever le matin ?

L'amour de mon métier. Celui-là, il peut aussi me réveiller la nuit, et c'est arrivé plus d'une fois. Il y a forcément des moments difficiles dans la carrière. Tout n'est pas linéaire dans la vie d'un agriculteur.

Que sont devenus vos rêves d'enfant ?

Ils sont devenus réalité. Mon frère m'a récemment dit : « *Toi, tu as toujours fait ce que tu as voulu !* » Et ça, c'est le côté pile du sujet, parce que côté face, ça ne s'est pas toujours fait tout seul. J'ai réussi à faire ce que j'ai voulu parce que je me suis donné les moyens pour y arriver. Je viens d'un milieu modeste. J'ai fait mes études par le biais de la formation continue. J'ai bénéficié de l'ascenseur social.

Une personnalité que vous admirez ?

Edgar Pisani. Il a été ministre de l'Agriculture sous de Gaulle. Il possédait une maison à Vouvray non loin de chez moi et, quand j'étais jeune agriculteur, j'ai eu la chance de le rencontrer. Toute la profession lui doit beaucoup. Il avait une vraie vision de ce qu'il fallait faire pour nourrir les Français tout en faisant vivre dignement les agriculteurs. C'était une autre manière de faire de la politique aussi.

Un événement qui a changé votre vie ?

À 18 ans, j'ai fait mon service national chez les pompiers de Paris. J'étais chargé de la protection des théâtres parisiens. J'étais entouré de gars qui avaient fait Science po', math sup' et même l'ENA. Moi, je n'avais que mon BEP agricole en poche. Et là, je me suis dit, « *Pascal, il faut que tu retournes à l'école.* » J'ai fait ensuite toutes mes formations en promotion sociale jusqu'au BTS, ce qui m'a permis d'enseigner pendant 10 ans en Maison familiale rurale. J'y ai engrangé beaucoup de bons souvenirs et un mauvais, c'est là que je me suis abîmé le genou, celui dont je dois me faire opérer bientôt.

J'ai aussi eu l'occasion de garder à peu près tous les théâtres de la capitale et donc d'être placé aux premières loges pour voir les pièces, les concerts et les spectacles à la Comédie-Française, au théâtre des Variétés, à la Gaîté Montparnasse, Hébertot, l'Opéra-Comique, aux Folies Bergère, à l'Olympia... J'ai croisé et sympathisé avec des artistes comme Salvatore Adamo, un mec en or, tout comme Guy Bedos, dont j'ai beaucoup apprécié les sketches et l'humour ainsi que la finesse d'esprit, même si je ne partageais pas ses positions politiques. Lorsqu'il arrivait au théâtre, la première chose qu'il faisait, c'était de dire bonjour à tout le monde, du balayeur au pompier de service... une vraie leçon de vie que j'ai toujours retenue.



Photos : Marie Molinaro/Le Bimsa

1



2



Pouponnière et Marpa

UN LIEU DE VIE DE 0 À 104 ANS

À Changé, près du Mans, l'association Le Perquoi, créée par la MSA, associe deux univers en un même lieu : une pouponnière et une Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa). Unique dans le paysage du régime agricole, la pouponnière vient d'inaugurer une nouvelle unité très attendue permettant d'accueillir les bambins placés par l'Aide sociale à l'enfance dans de meilleures conditions.

Il est 11 h 40 à la pouponnière du Perquoi. Certains engouissent un biberon bien garni, terminent leur crème caramel avant le retour d'école de leurs camarades, d'autres sont absorbés par un livre coloré ou réclament l'attention de leur auxiliaire de puériculture préférée... On pourrait se croire dans une crèche comme les autres, si ce n'est qu'ils ne rentrent pas chez eux le soir. Pour certains, la pouponnière, c'est leur maison, du moins pendant quelque temps.

La structure, financée par le Conseil départemental, accueille provisoirement les enfants de 0 à 3 ans, et jusqu'à 6 ans pour les fratries, confiés à l'Aide sociale à l'enfance sur décision judiciaire.

« Nous sommes un accueil d'urgence, le but est de pouvoir les orienter vers un retour à domicile lorsque cela est possible, une famille d'accueil ou un autre établissement », explique

Carine Le Cam, directrice de l'association Le Perquoi, qui gère l'établissement ainsi que la Marpa voisine.

Ces dernières années, le département fait face, comme d'autres, à une importante augmentation du nombre de placements. Le système sature. Cinq nouveaux lieux d'accueil ont ouvert depuis 2019 et d'autres projets sont en cours. Dotée d'une capacité d'accueil de 26 enfants, une dérogation fait passer la pouponnière à 30 pour faire face à la demande en 2018. « L'après-Covid a par ailleurs été dramatique, et s'est combiné avec plusieurs départs à la retraite de familles d'accueil, assure Carine Le Cam, qui a pris les rênes en 2020. Les conditions de travail ne sont pas évidentes, mais nos équipes sont très investies et elles aiment ce qu'elles font. » Après un drame survenu à l'été 2023, touchant un enfant en attente de placement, plusieurs manifestations ont eu lieu pour dénoncer la situation.

Attendue depuis plusieurs années, une nouvelle unité a ouvert le 1^{er} septembre 2023 à la pouponnière du Perquoi, après 10 mois de travaux. Désormais, elle accueille 33 enfants répartis dans cinq unités de vie.

24 heures sur 24, 7 jours sur 7, du petit-déjeuner au dîner, en passant par la préparation à l'école pour les 9 enfants scolarisés, les sorties dans le parc, les visites des familles et les biberons de nuit... Les 42 salariés de la pouponnière veillent jour et nuit sur les petits bouts. « On s'occupe d'eux au quotidien comme à la maison, témoigne Emmanuelle, auxiliaire de puériculture. L'investissement est important mais c'est primordial et j'adore ce que je fais. Ce qui me plaît, c'est de leur apporter ce qu'ils n'ont pas forcément eu depuis leur naissance. »

Droits de visite

Certains n'y passent qu'une journée et/ou une nuit, d'autres sont là depuis deux ans... mais tous ont en commun ce début de vie difficile, ce besoin de se reconstruire, de se retrouver... tout comme leurs parents. C'est tout l'objectif de l'accompagnement de la structure, et notamment des éducatrices de jeunes enfants, comme Peggy Renou, salariée à la pouponnière



depuis 2003 : « Nous travaillons spécifiquement la relation parent-enfant et comment la faire évoluer. Pour cela, nous mettons en œuvre les droits de visites ; en fonction du cadre imposé par le juge, celles-ci peuvent être totalement médiatisées, c'est-à-dire que nous sommes tout le temps présentes, ou semi-médiatisées. On démarre par une phase d'observation, puis on s'entretient avec le parent pour lui faire part de ce qu'on a étudié, ce sur quoi il nous semble intéressant de travailler, et sur ses besoins et difficultés. Au fur et à mesure, on fixe des objectifs, des étapes, et le cadre des visites peut évoluer, notre présence réduite et des sorties au domicile peuvent être organisées. Aucune situation n'est la même, chacune évolue différemment et à son rythme. On s'adapte aux besoins du parent et de l'enfant. Chaque situation nous apporte beaucoup dans notre réflexion professionnelle, c'est un métier très riche humainement, même si c'est parfois lourd. »

Depuis 2022, l'association a également mis en place des partenariats médicaux pour les deux structures : pédiatre, médecins généralistes, kinésithérapeute ou psychologue interviennent une à plusieurs fois par mois. « C'est un énorme avantage dans un contexte de désert médical, souligne la directrice. Pendant un certain temps, nous devons parcourir tout le département à la recherche de rendez-vous. »

« On retrouve vraiment ce qui fait l'ADN de la MSA, se félicite Jean-François Hamelin, président de

l'association et administrateur à la MSA Mayenne Orne Sarthe. On répond aux besoins du territoire tant pour la protection de l'enfance que pour les personnes âgées. Concernant l'établissement où vivent ces derniers, d'abord à vocation d'accueil temporaire, il est devenu une résidence autonomie en 2020 pour faire face à la demande, puis a été labellisé Marpa en 2022. Le projet s'inscrit aussi dans la volonté de faire vivre l'intergénérationnel, et ça fonctionne très bien [voir encadré]. Ces deux structures ont vraiment l'humain au cœur. »

Marie Molinaro

1 Résidents et enfants peuvent profiter des 13 hectares arborés et apaisants du Domaine du Perquoi.

2 Carine Le Cam, directrice, et Jean-François Hamelin, président de l'association Le Perquoi, créée en 1980 par la MSA Mayenne Orne Sarthe, devant la nouvelle unité de la pouponnière. Ouverte en mai 1944 à Mayet à vocation sanitaire, elle déménage à Changé en 1961 et devient pouponnière sociale en 1996.

3 La nouvelle unité flambant neuve a été inaugurée le 24 janvier en présence du président du Conseil départemental de la Sarthe et de Pascal Cormery, président de la MSA.

4 On pouponne à la pouponnière. Dernièrement, le nombre de bébés accueillis, souvent abandonnés à la naissance, a augmenté.

Poussettes et déambulateurs

Installée au cœur du domaine du Perquoi, la résidence René Hulot accueille actuellement 24 personnes âgées, dont deux centenaires. En plus du cadre des 13 hectares arborés, des nombreux oiseaux et autres biches matinales vantés par les résidents, ils sont ravis de pouvoir côtoyer les petits de la pouponnière. « En dehors des fêtes organisées, comme Noël, Pâques ou Halloween, ils sont contents de les croiser dans le parc, confirme Souad Degachi, responsable de la Marpa. Quand les enfants sont de sortie, ils passent souvent devant la salle à manger pour leur faire coucou. » « Ils sont très mignons, très bien élevés et d'une joie de vivre extraordinaire ! Mais quand je les vois, je pense aussi à leur destin, et ça me rend triste », confie Françoise Cardera, 89 ans, résidente



Françoise, Micheline et Michelle se sentent comme à la maison à la Marpa.

depuis deux ans. « Ça nous remet dans notre rôle de grand-mère, ajoute Micheline Royer, 89 ans également, à la Marpa depuis un an. Ici ils sont aimés, on s'occupe bien d'eux. » Un circuit de promenade sera d'ailleurs bientôt réaménagé afin de faciliter le croisement entre poussettes et déambulateurs.

Les chiffres de l'emploi féminin

Qui sont les femmes en agriculture ?

L'étude des statistiques de la MSA sur les femmes, parue en février 2024, et le baromètre MSA-Vérian sur la perception de leur métier, qui a été présenté à la presse agricole au même moment, démontrent le caractère essentiel de leur présence au sein des exploitations. Ces chiffres révèlent leur parcours, leurs motivations profondes, mais aussi les obstacles auxquels elles font face.



Plus d'infos
sur
statistiques.msa.fr

SALARIÉES

NON-SALARIÉES



688 421 salariées
(- 9,6 % en 1 an).

38 % de l'ensemble des
salariés du régime agricole



118 841 non-salariées
(- 2,1 % en 1 an)

26,7 % de l'ensemble
des non-salariés
du régime agricole



79 %
sont en **CDD**
(76 % chez les hommes),
soit **278 824**
contrats de travail



6 000 installations
en 2022



408 114 femmes,
soit **6 salariées sur dix**, travaillent
dans le secteur de la production
(+ 5,8 % en 1 an)

65,3 % dans le secteur
de l'élevage de chevaux



60 % dans le secteur
de l'entraînement-dressage-haras



52,1 % dans le secteur
de l'élevage de gros animaux

1 434 €
brut de retraite par mois
(**1 734 € pour les hommes**)



1 226 €
brut de retraite par mois
(**1 491 € pour les hommes**)

Baromètre exclusif MSA-Vérian spécial Femmes en agriculture

UN MÉTIER DE PASSION ET DE RAISON



La MSA a mandaté le groupe d'études et de conseil Vérian en janvier dernier pour mener une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1 020 femmes adhérentes de la MSA et exerçant un métier de la production agricole, afin de mieux comprendre leur profil et leur vision de la profession.

Les agricultrices représentent un tiers des actifs agricoles. Nombre d'entre elles ont rejoint ce domaine par reconversion professionnelle (37 %). Majoritairement engagées en agriculture conventionnelle (60 %), un quart pratique l'agriculture biologique. Elles sont autant impliquées dans le secteur végétal qu'animal, mais moins en transformation-agroalimentaire (8 %). Plus jeunes que leurs homologues masculins, 20 % ont entre 18 et 34 ans, tandis que 46 % ont plus de cinquante ans. Leur motivation principale réside dans l'amour de la nature et des animaux, bien que seulement la moitié soit issue d'une famille agricole. Elles choisissent ce métier par passion et non pas seulement par mariage avec un agriculteur comme autrefois. Seulement la moitié des cheffes d'exploitation sont mariées à un agriculteur aujourd'hui. Malgré leur satisfaction (83 %) et leur engagement, notamment envers la professionnalisation, elles sont moins nombreuses à considérer l'agriculture comme un métier d'avenir (64 %) car si les défis restent nombreux comme la faible rémunération et la pénibilité du travail.

Les inégalités entre hommes et femmes persistent dans le monde agricole. Bien que 77 % des agricultrices maintiennent de bonnes relations avec les hommes, 83 % d'entre elles reconnaissent des disparités entre les sexes. Un tiers (31 %) estime même que ces



20 % des femmes ont entre **18 et 34 ans**

46 % ont plus de **50 ans**



83 % des cheffes d'exploitation sont **satisfaites** de leur engagement



66 % jugent **leurs gains insuffisants**

73 % chez les cheffes d'exploitation

inégalités sont plus marquées que dans d'autres secteurs. De ce fait, la légitimité des agricultrices demeure fragile : 61 % se sentent aussi légitimes que les hommes, mais près de la moitié ressentent un manque de soutien (41 %), de reconnaissance (42 %), d'acceptation (48 %) et de respect (48 %). Pour 66 % d'entre elles, être une femme rend le travail agricole encore plus difficile. La rémunération constitue un enjeu majeur : 66 % jugent leurs gains insuffisants, atteignant même 73 % chez les cheffes d'exploitation. Concilier vie professionnelle et personnelle reste complexe pour 41 % des actives agricoles, atteignant 52 % chez les cheffes d'exploitation. Malgré leur passion, la majorité (89 %) exprime une insatisfaction envers la politique agricole actuelle, et 80 % sont pessimistes quant à l'avenir du secteur. Bien que 81 % envisagent d'y travailler jusqu'à la retraite, seule la moitié encouragerait leurs enfants à suivre leurs traces.

Alexandre Roger



Plus d'infos sur msa.fr



Toute une histoire EN BRETAGNE

Nabila Gain Nachi occupe le poste de chargée de mission égalité-parité pour les chambres d'agriculture de Bretagne. L'intitulé est hérité de la lutte pionnière de cette institution en faveur des femmes.

C'est l'une des combattantes de la première heure, Anne-Marie Crolais, vice-présidente de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor en 2004, qui en a impulsé la dynamique.

En quoi votre poste est-il particulier ?

Dans l'organigramme des chambres d'agriculture, il est le seul à arborer cet intitulé du fait de cet héritage historique. En 2004, Anne-Marie Crolais, vice-présidente de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor, s'indigne : « J'en ai marre. Je me sens seule dans les réunions agricoles. On ne se retrouve que dans des univers masculins. Où sont les cheffes d'exploitations et d'entreprises agricoles ? Elles existent pourtant. Il faut agir pour les rendre visibles. » Et c'est ainsi que les actions du réseau « Agriculture au féminin », visant à accompagner les agricultrices, prennent naissance. Nous essayons de fédérer tous les groupements de femmes du territoire pour leur donner une plus grande force, de l'expertise et les accompagner dans l'exercice de leur métier. Aujourd'hui, nous organisons des temps forts départementaux en Bretagne à destination des agricultrices, sur des thématiques techniques, de type : « Les médecines alternatives en élevage et conditions de travail en production ». Cette année, le cap sera mis sur le management et l'attractivité des métiers.

De 2004 à maintenant, ça fait 20 ans. Sentez-vous un changement ?

Il y a des améliorations. Grâce à nos actions, depuis 2012, une loi impose une « parité équilibrée » pour toutes les élections organisées en chambres d'agriculture. La liste électorale doit refléter la présence des femmes. Elles représentent 32 % des acteurs agricoles, tous statuts confondus. Des règles spécifiques ont été mises en place pour les mettre en avant.



« Il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre une égalité réelle entre les femmes et les hommes », estime Nabila Gain Nachi, chargée de mission égalité-parité pour les chambres d'agriculture de Bretagne.

Quelle est la situation des agricultrices et des salariées agricoles ?

Première observation, les femmes évoluant dans le milieu agricole sont très sensibles aux conditions de travail, d'ergonomie et de santé. L'organisation du travail, le port des charges et la gestion du temps sont des questions qui les touchent personnellement. Certaines exploitantes installées avec un associé parviennent à faire entendre leur demande d'aménagement de leur poste. Ailleurs, elles restent souvent inaudibles.

Les difficultés d'un poste de travail sont-elles liées au fait que le corps d'une femme n'est pas celui d'un homme ?

C'est bien cela ! Avec cette nuance qu'il y a aussi des hommes petits et fluets. La différence, c'est que ces derniers vont forcer et ne vont pas toujours oser le dire. Les femmes, de leur côté, vont l'avouer et mettre en place des stratégies d'adaptation. Par exemple, lorsqu'elles portent les seaux pour aller nourrir les veaux, elles vont effectuer dans la journée plusieurs allers-retours entre la salle de traite et la nurserie où sont abrités les animaux. Pour éviter de s'abîmer le dos, elles vont soit réduire la quantité de lait de façon à alléger le port de charges lourdes ou se rapprocher du lieu de préparation.

Pour les nouvelles générations, qui s'installent plus souvent que leurs aînées dans de grandes structures, ces difficultés subsistent. Malgré la robotique et la mécanisation, le travail reste harassant, pénible physiquement et mentalement, ne serait-ce que par rapport à l'amplitude horaire. Les femmes osent l'exprimer mais elles n'obtiennent pas toujours de réponse adéquate de la part de leur associé. La réaction de certains est : « C'est une femme. C'est trop lourd pour elle. C'est normal. » Un homme aura plus de difficultés à l'avouer. Il y a la notion d'ego qui entre en jeu.

Fatima Souab

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur lebimsa.fr

Nouveau Tesa : 11 formalités en une seule déclaration



Depuis janvier 2024, la MSA met à votre disposition un nouveau Tesa pour vos embauches de 3 mois maximum. Production de DSN, nouvelle interface, etc : déclarer avec le Tesa n'a jamais été aussi facile.

LA MSA SIMPLIFIE L'EMPLOI DE VOS SALARIÉS AGRICOLES



tesa.msa.fr

L'essentiel & plus encore.

L'ÉVÉNEMENT



Oreillette, la vache égérie du Salon 2024, dont on peut retrouver le portrait dans Le Bimsa de février, a été la digne ambassadrice de la race normande du 24 février au 3 mars.



Salon international de l'agriculture

60 ans de PASSION

Le Salon international de l'agriculture, qui vient de fermer ses portes, a célébré avec éclat 60 années d'attachement des Français à leur agriculture. Dans les allées foisonnantes du parc des expositions de la Porte de Versailles, rencontre avec celles et ceux qui façonnent nos campagnes et nos assiettes. Des éleveurs dévoués aux artisans du goût, des chercheurs visionnaires aux agriculteurs engagés, découvrez la diversité et la richesse de notre patrimoine agricole.

En chiffres

603 652
visiteurs (- 1,9 %)

1 000
exposants et 4 000 animaux

Une chaîne alimentaire a été organisée par l'association Solidarité des producteurs agricoles et des filières alimentaires (Solaal) le 29 février. Près d'1,5 tonne de denrées collectées en amont du salon. Administrateurs MSA et salariés se sont mobilisés pour montrer leur soutien à cette cause.





© Marie Molinarolo/Le Bimsa

Mardi 27 février, Lou-Anne Jannel et Benjamin Cucchiatti ont reçu officiellement leur écharpe de Miss et Mister France agricole 2024 sur le stand de Mutualia, aux côtés de Tiliau Verhoeven, mister junior, Camille Laiguillon, 1^{re} dauphine et Anaïs Foulquier, 2^e dauphine.

Entre moutons, cochons, vaches, lapins et autres animaux du monde, la ferme pédagogique, la découverte du métier de vétérinaire, le village des ânes, la chèvrerie, la plus grande ferme de France attire toujours autant les plus jeunes et les autres...



© Patrice Morein/CCMSA Image

Un poney club éphémère a été installé au Salon pour mettre en lumière la démarche ludo-pédago-éducative de cette discipline.



© Alexandre Roger/Le Bimsa



© Coline Lucas/Le Bimsa

Le Salon de l'agriculture, c'est aussi la découverte de solutions innovantes pour les cultures et des machines impressionnantes, qui attirent petits et grands comme Oz, l'un des robots autonomes de Naïo Technologie, une entreprise française basée à Toulouse, leader sur son marché.

Une petite coupe avant de passer devant les juges du concours général agricole (CGA). Ce moment fort du Salon est destiné à distinguer les meilleures productions issues de l'agriculture française, qu'il s'agisse d'animaux (1283 prix remis), de produits agricoles ou transformés.



© Alexandre Roger/Le Bimsa

Petits producteurs, stands de dégustation, restaurants... les régions de France métropolitaine et d'Outre-mer, tout comme de nombreux pays étrangers, profitent du Salon pour présenter leurs plus belles productions.



© Patrice Morein/CCMSA Image

Avec de la laine de moutons mérinos élevés à Arles (et également bientôt à Gif-sur-Yvette dans l'Essonne), des pulls et des écharpes tricotés à Laval en Mayenne, Jacques-Marie Hans (entreprise Arcadie) fait le pari de la relocalisation en France et d'un meilleur partage du prix avec l'éleveur.



© Alexandre Roger/Le Bimsa

Arrêts au stand

Le régime agricole célèbre les FEMMES

Pendant les 9 jours intenses du salon, le stand de la MSA est devenu un lieu de rencontres et d'échanges, un carrefour pour tous ceux qui façonnent notre agriculture. À travers une programmation riche, le régime agricole a offert au public des animations sur la santé et la sécurité au travail, des conférences et des débats passionnés sur les enjeux de l'agriculture de demain et la place des femmes dans le monde rural.



© Adrien Comithi/CCMSA

Fadila Khattabi, ministre déléguée chargée des Personnes âgées et des Personnes handicapées a été accueillie, sur le stand, le mardi 26 février. L'occasion de lui présenter l'ensemble des actions MSA et de l'offre de services envers les personnes âgées et en situation de handicap. Une approche globale complétée par une offre de services sur les territoires.



© Ilanyrie Kostas/CCMSA

Une table ronde en présence d'**Aurore Bergé**, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, a permis de dévoiler, le 1^{er} mars, le baromètre exclusif sur « Les femmes dans le monde agricole » MSA-Institut Vérian.

Gérard Larcher, président du Sénat, accompagné d'une délégation sénatoriale, a été accueilli, le 27 février sur le stand pour évoquer le sujet de l'avenir des retraites agricoles et les efforts de la MSA pour accompagner les agriculteurs lors des crises agricoles.

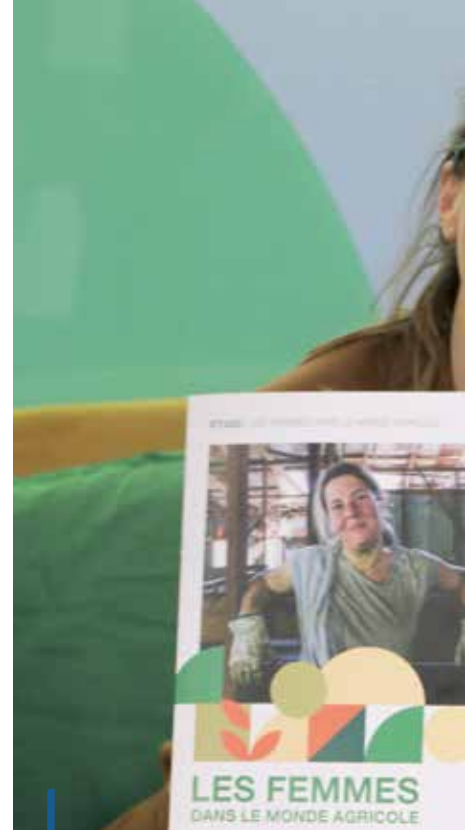
Fresque interactive Des mots et des lettres

Fortes, puissantes, polyvalentes... ces mots, apparus au détour du Salon de l'agriculture, sont ceux que le designer graphique Jordan Héraud a mis en peinture sur le mur du stand de la MSA. Cet artiste peintre en lettres de 32 ans a réalisé une fresque interactive qui met en avant les femmes du monde agricole tout le long de la semaine. Le principe ? Les visiteurs du Salon ont proposé des expressions qui qualifiaient pour eux les agricultrices. Jordan a alors répondu à l'exercice difficile d'imaginer la fresque en fonction de ces qualificatifs.

« J'ai dû adapter mon œuvre de manière spontanée, équilibrer les couleurs... La fresque a le rendu hasardeux du dessin à main levée, ce qui la rend plus vivante, plus humaine », note le jeune artiste. À hauteur de deux heures par jour, on a donc pu voir se dessiner sur le stand ce qui deviendrait la fresque finale. « Elle est à lire dans son ensemble pour que l'œil se perde dans la profusion des mots et des illustrations ». Au total, ce sont une trentaine de mots qui ont été sélectionnés pour une dizaine d'heures de réalisation. Un travail d'artisan méticuleux qui a ravi les visiteurs !



© Lou Roy/CCMSA





© Franck Rozé/Le Bimsa

Marion Chêne, diététicienne à Peyrat-de-Bellac en Haute-Vienne, teste les connaissances en nutrition des bouts de chou avant la dégustation de crêpes confectionnées par l'équipe de la MSA du Limousin.



© Alexandre Roger/Le Bimsa



© Alexandre Paure/CCMSA Image

Karine Lemarchand et Jean-François Fruttero, président de la MSA Dordogne, Lot et Garonne, ont échangé, le samedi 2 mars, sur les crises agricoles et l'action de la MSA devant les micros de RTL et de MSA TV.



© Patrice Morein/CCMSA Image

Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, a été reçu le 1^{er} mars par Pascal Cormery, président de la MSA, pour notamment évoquer la réforme des retraites et la présence de la MSA dans le parcours d'installation.



© DR

Pascal Cormery, président de la MSA, débat sur le plateau de MSA TV avec Edouard Bergeon, le réalisateur du film *Les femmes de la terre* diffusé sur France 2 le 27 février. Le film sera projeté toute l'année dans les caisses de MSA.



© DR

Philippe Moinard, président de commission de l'action mutualiste, a présenté la « déclaration de l'élu MSA » conçue pour permettre d'aller au-devant de candidats et partenaires qui ont envie de s'engager dans les futures élections qui seront organisées en 2025.



© Flore Bayon/CCMSA

Stanilas Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publique, échange, le 29 février, sur la présence de la MSA sur les territoires ruraux au travers de ses 82 Maisons France Services.

La deuxième saison de l'appel à projets Inclusion & ruralité, initiative de l'association Laser Emploi, qui vise à accompagner le développement de structures inclusives en zones rurales isolées, a été lancée en présence de Thibaut Guilluy, directeur de France Travail. Le nouveau programme portera sur la thématique de la résilience alimentaire des territoires.



© Marie Molinaro/Le Bimsa



AU NOM DU MAIRE

Essentiels à la vie des communes rurales, les secrétaires de mairie voient leur statut revalorisé à partir du printemps 2024. Rencontre avec Sandra Thibaudet qui exerce ce métier dans trois villages de Picardie.



Sandra Thibaudet est la secrétaire de mairie de trois communes du nord de la Somme. Ici, à la mairie d'Aveluy.

À la fois agents d'état civil, gestionnaires des infrastructures ou garants du budget communal, les secrétaires de mairie exercent une activité multitâches et accompagnent les élus et les habitants au quotidien. Dans la Somme, département qui compte le plus grand nombre de maires agriculteurs, Sandra Thibaudet s'épanouit pleinement dans ces fonctions.

Énergique, enjouée, visiblement attachée à son rôle au sein de la municipalité, Sandra Thibaudet se fait la porte-parole des secrétaires de mairie. « C'est un beau métier, passionnant »,

témoigne celle qui est entrée dans la fonction publique territoriale en 2015. « Chaque semaine est différente du fait de la diversité des missions et des projets locaux qui s'offrent à nous. » Ce que Sandra Thibaudet préfère le plus : « Être à la fois au service de la commune et des usagers, au bureau et sur le terrain ». À 49 ans, elle partage son temps de travail dans trois mairies de petits villages (Éclusier-Vaux, Bazentin et Aveluy) et est employée par la Communauté de communes du Pays du Coquelicot. « Tout est une question d'organisation et surtout d'adaptation », souligne la Samarienne

SUSCITER DES VOCATIONS

La France compte 23 000 secrétaires de mairie, exerçant dans 30 000 communes (de moins de 3 500 habitants). Presque exclusivement féminine (94 %), la profession est en tension : il manque près de 2 000 secrétaires sur l'ensemble du territoire et l'évolution de la pyramide des âges montre qu'un nombre important de départs à la retraite est à anticiper dans les années à venir. En revalorisant statuts et compétences, le gouvernement espère redorer l'intérêt pour le métier.

(gentilé des habitants de la Somme). *Le métier requiert d'être polyvalent, précis et disponible, mais je recommande de s'y intéresser car, humainement, il apporte énormément ».*

Le bras droit de trois maires

Justement, dès le mois d'avril 2024, les secrétaires de catégorie C pourront être promus en catégorie B. Une avancée salariale, actée par l'Assemblée nationale et la loi du 30 décembre 2023, visant à redynamiser une profession souffrant d'un manque d'attractivité. « Sincèrement, c'est juste et mérité », soutient le bras droit de trois maires. C'est un pas vers une plus ample reconnaissance du métier et j'espère que cette mise en lumière va aider certaines communes qui peinent à recruter. » Les collectivités ont jusqu'en 2028 pour revaloriser ces couteaux suisses de la ruralité.

Simon Playoult



Retrouvez-nous sur le web

Consultez lebimsa.fr pour découvrir plus d'informations de vos régions et vous inscrire à notre newsletter.

lebimsa.fr

